

bien contagieuse pour faire faire à un homme de la position de M. Wallace, qui rencontre chaque jour chez ses collègues tant d'esprit de tolérance et de modération, d'aussi violentes protestations contre le *home rule*.

Le plus tôt sir John Thompson le mettra en disponibilité, le mieux ce sera pour le parti conservateur.

L'inauguration du monument Maisonneuve sera un événement d'une importance considérable. Le comité doit être à la hauteur des devoirs qui lui incombent. Tout esprit de coterie doit en être exclu. Il serait aussi absurde de suivre l'avis du *National*, qui veut mettre le clergé de côté pour cette occasion, que d'oublier, en envoyant des invitations en France, ceux-là même qui sont les représentants officiels de la France.

Il y a lieu de croire que rien ne sera épargné pour rendre cette démonstration véritablement nationale dans son caractère. Si des erreurs ont été faites jusqu'ici, — ce que j'ignore, — elles seront de nature à faire prendre au comité des mesures pour qu'elles soient corrigées et ne se répètent pas.

Une petite révolution est sur le point de s'accomplir à la Maison Blanche : il est question de donner un uniforme aux portiers et aux surveillants de la résidence officielle du président des États-Unis. Cette idée, qui est fortement appuyée par le secrétaire particulier de M. Cleveland, n'est pas nouvelle ; on avait déjà songé plusieurs fois à revêtir d'un uniforme les surveillants de la Maison Blanche ; mais on avait toujours hésité à adopter cette mesure, dans la crainte de l'opinion publique, qui aurait pu trouver à cette innovation un caractère antidémocratique.

La réforme, si elle se fait cette fois, sera toute dans l'intérêt public. La grande majorité des personnes qui visitent la Maison Blanche ne savent actuellement où se procurer les renseignements pouvant les intéresser ; elles doivent se contenter de traverser les corridors et les salons sans pouvoir demander quoi que ce soit aux surveillants, qu'aucune marque extérieure ne distingue du commun des mortels. Tandis qu'avec des surveillants en uniforme, les visiteurs sauront à qui s'adresser pour demander les renseignements dont ils peuvent avoir besoin.

Quoi qu'on en dise et malgré son élévation à la présidence du sénat, le rôle politique de Jules Ferry était terminé depuis quelque temps. Tous rendaient hommage aux grandes qualités gouvernementales du défunt ; mais l'impopularité de Ferry était si grande que son retour au pouvoir était impossible. Il eût été, dans la partie engagée sur l'échiquier politique, un pion dont les évolutions auraient pu avoir une certaine influence sur l'issue de la partie ; mais lui, personnellement, n'aurait jamais pu la gagner.

Sa mort a frappé l'opinion publique, parce qu'elle devient une nouvelle préoccupation et un nouvel objet d'ennui s'ajoutant à ceux qui accablent déjà le pays ; mais on ne peut pas dire que ce soit un événement ayant une véritable portée sur l'avenir de la république, qui résistera victorieusement à la crise actuelle.

L'idée d'établir entre la Belgique et le Canada des relations commerciales directes basées sur l'échange de leurs produits paraît devoir sortir de la région des théories et devenir un fait accompli.

La Belgique, beaucoup de nos lecteurs le savent, est

un petit État européen dont le territoire n'est guère plus étendu que la vingtième partie de la province de Québec, mais qui compte une population d'au-delà de six millions d'habitants. Par suite de cet état de choses, la Belgique est obligée d'acheter, chaque année, pour plus de deux cents millions de dollars de produits alimentaires, qu'elle cherche un peu partout, hormis au Canada qui pourrait, pourtant, lui en fournir des quantités illimitées et à des prix défiant toute concurrence.

Par contre, la production industrielle de ce pays est si développée que, toutes proportions gardées, on fabrique en Belgique en plus grande quantité et à meilleur compte que partout ailleurs.

On s'occupe en ce moment de créer une société belge-canadienne d'exportation et d'importation et d'établir entre les négociants belges et canadiens un échange d'échantillons des produits de leur fabrication.

L'auteur du mouvement reviendra bientôt au Canada, après un séjour assez prolongé en Belgique, où ses efforts ont été couronnés d'un plein succès.

Le syndicat belge est en voie de formation. Les premiers adhérents, pris parmi les industriels les plus notables de Belgique, sont connus, et une des sociétés commerciales incorporées le mieux établies à Montréal en a accepté l'agence pour le Canada et les États-Unis.

Des communications officielles touchant cet objet seront faites sous peu à la chambre du commerce du district de Montréal.

Le *Guide du chasseur de pelleteries* et le *Guide du chercheur de minéraux*, — deux volumes reliés, d'environ deux cents pages, — sont en vente en ce moment chez Granger & Frères, où peuvent être obtenus de l'auteur, M. H. de Puyjalon, 265, rue Saint-André, Montréal.

Ces volumes sont du plus haut intérêt, feraient d'excellents prix à donner dans les collèges et devraient être dans toutes les mains. Ils ne se vendent que 50 centins l'exemplaire.

C'est un charmant pays que le nôtre à bien des points de vue : la liberté y est illimitée ; nos impôts, insignifiants, comparés à ceux des pays d'Europe. Pas de conscription, pas d'armée permanente ; le fléau de la guerre, toujours imminent ailleurs, ne nous menace jamais. L'absence de castes dans notre état social et de toute aristocratie à part celle du talent ouvre très large à tous l'entrée des différentes carrières. Nous réalisons presque l'idéal de la république rêvée par Platon.

Ce charmant pays ne laisse pas d'être, cependant, assez difficile à gouverner et le conflit d'intérêts résultant de notre diversité de population fait naître bien des obstacles sur la route des gouvernants. Il leur est impossible de tracer à l'avance une ligne de conduite qui convienne à tous les points de vue. Il faut une orientation nouvelle pour chaque groupe canadien. L'arrivée de sir John Thompson a bien mis en relief les ennuis de la situation. "Enfin, disait un journal catholique de Montréal, nous triomphons ; voici un des nôtres au premier poste, avec six collègues de notre croyance. Vive Dieu ! nous avons gagné la partie." A cette explosion de joie la presse d'Ontario répondit : "Nous vous l'avions bien dit, que les papistes triomphaient ; voyez ce que disent les journaux français. Un bon protestant ne peut donner son appui au gouvernement."

A quelques jours de là, un ami, ayant fait remarquer au journal catholique son zèle intempestif, ses cris de